

This conference focussed on the problems of immigrant women in Canada. Immigrant women are proportionately better educated than Canadian-born women yet they are generally engaged in menial labour. These women suffer from sexual and often racial discrimination. It is difficult to find childcare, to communicate with their children's teachers, and to obtain recognition for work experience acquired in their home countries.

Some steps taken by the government to improve these women's situation are improving language-learning programs, encouraging women to enter Canada as landed immigrants rather than as migrant workers, and implementing a follow-up committee to monitor the implementation of recommendations.

Résumé des débats

La Conférence nationale sur la situation des immigrantes au Canada s'est tenue à l'hôtel Park Plaza, à Toronto, du 20 au 22 mars 1981. Y ont participé plus de 150 délégués des dix provinces parmi lesquels se trouvaient des représentants des trois ordres de gouvernement ainsi que des spécialistes des domaines de la santé, des services sociaux, de l'aide à la famille et de l'immigration. Quant aux organismes communautaires, ils y avaient envoyé quelque 110 délégués, des immigrantes pour la plupart. Mme Sheila Arnopoulos, journaliste de Montréal qui s'intéresse activement au sort des immigrantes et lauréate du Prix du Gouverneur général, présidait les travaux.

L'orateur invité, le 20 mars, a été l'honorable Jim Fleming, ministre d'Etat au multiculturalisme. C'est M. Fleming qui, conscient des problèmes des immigrantes, a demandé qu'on organise une conférence pour en discuter. Appelant les immigrantes "les héroïnes silencieuses du Canada" et louant "leur endurance, leur courage et leur incroyable labeur". M. Fleming a formulé l'espoir que la conférence marquerait "le début de cette recherche d'une aide raisonnable et réelle qui s'impose depuis longtemps".

Contrairement aux stéréotypes courants, a affirmé M. Fleming, les diplômées du niveau secondaire ou universitaire sont proportionnelle-

ment plus nombreuses parmi les immigrantes que dans la population féminine née au Canada. Et pourtant, a-t-il fait observer, la plupart des immigrantes sont victimes de discrimination non seulement en raison de leur sexe et de leur status d'immigrant, mais aussi, dans certains cas, à cause de leur couleur.

M. Fleming a cité plusieurs problèmes auxquels, a-t-il dit, il faudra trouver une solution: entre autres, la garde des enfants, la communication entre les mères immigrantes et les enseignants d'enfants immigrés, et le mépris par certains du principe: à travail égal, salaire égal. Il a aussi souhaité qu'on trouve les moyens de faire valoir au Canada l'expérience du travail acquise par les immigrantes dans leur pays d'origine.

Il a dit souhaiter voir une meilleure communication entre les gouvernements et les organismes sociaux et a poursuivi en observant qu'il faudrait peut-être mettre en place un organisme neutre qui jouerait le rôle de coordonnateur à ce niveau.

Après l'allocution de M. Fleming, les participants ont pu entendre, à la séance d'ouverture du vendredi, Mme Maria Theresa Larrain, coordinatrice de l'association torontoise Women Working with Immigrant

Women (WWIW), ainsi que Mme Barbara Jackman, avocate de Toronto spécialisée dans les questions d'immigration.

Selon Mme Larrain, les immigrantes ("ces femmes qui acceptent les emplois dont les Canadiennes ne veulent pas") sont exploitées sous trois formes: en tant que travailleuses, en tant que femmes et en tant qu'immigrantes. Mme Larrain a dit voir dans la barrière linguistique le principal obstacle au progrès de la formation de l'immigrante et souligne que "l'apprentissage d'une langue officielle doit être reconnu comme droit fondamental" des immigrantes si on s'attend à ce qu'elles participent pleinement à la vie de la société.

Mme Jackman, pour sa part, a évoqué longuement les difficultés de l'immigration, lorsqu'il s'agit d'un membre d'une famille résidant déjà au Canada.

Mme Jackman maintient que la mise en application de ses 16 recommandations pourrait mettre fin aux carences relevées.

Ces recommandations traitent entre autres, de la nécessité pour les fonctionnaires canadiens de reconnaître les liens familiaux acceptés ailleurs comme étant des

LES IMMIGRANTES AU CANADA LE DÉBUT À LA RECONSTRUCTION

Conférence tenue à Toronto les 20, 21 et 22 mars 1981.

GRANTES NADA ROIT NAISSANCE

1981 sous l'égide du Ministère de multiculturalisme.

liens de faits; de l'importance de la communication entre les bureaux d'accueil et ceux d'émission de visas; et surtout de l'amélioration de procédures dans les catégories telles la certification médicale, les appels et les réexamens auprès de la commission, ainsi que les demandes de visas parrainées par des parents.

La séance plénière de vendredi se continua par la présentation d'un diaporama ayant pour thème le choc qu'éprouvent les immigrantes lorsqu'elles s'aperçoivent, après leur arrivée au Canada, que l'idée qu'elles s'étaient faites du pays ne correspond pas à la réalité.

Mme Ana Alberro, de "Injured Workers Consultants," a ensuite décrit simplement diverses difficultés que rencontrent couramment les immigrantes et, pour clôturer la séance, Mme Arlene Mantle, de "Participatory Research Group", accompagnée à la guitare, a chanté trois chansons.

Le conférencier d'honneur à la séance plénière de samedi matin était l'honorable Lloyd Axworthy, ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il a déclaré que, reconnaissant les besoins et les intérêts par-

ticuliers des immigrantes, son ministère essayait "de trouver des moyens pratiques de passer de la parole aux actes". A cette fin, et de pair avec le Secrétariat d'Etat, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a entrepris un réexamen approfondi des programmes d'adaptation afin de définir de nouvelles orientations. Les provinces ainsi que les principaux organismes du secteur privé qui s'intéressent aux programmes ont été appelés à participer à ce processus.

Le ministre a fait remarquer que "l'enseignement des langues est certes le plus important des services gouvernementaux offerts aux immigrants" et que, pour l'avenir, Emploi et Immigration Canada est en train d'élaborer au chapitre de l'emploi une stratégie mieux adaptée, axée sur "la reconnaissance spéciale des problèmes auxquels font face les immigrantes".

M. Axworthy a admis qu'on retrouve trop d'immigrantes dans les métiers mal rémunérés et, se penchant sur le sort des domestiques étrangères, il a fait valoir les mesures fédérales obligeant les employeurs à satisfaire à certaines exigences rela-

tives aux salaires et aux conditions de travail avant d'engager ces personnes.

Admettant que la formule actuelle d'appréciation constitue un obstacle majeur au juste traitement des domestiques étrangères, M. Axworthy a informé les participants qu'il avait demandé aux fonctionnaires de son ministère d'explorer les moyens d'inciter les domestiques étrangères à entrer au Canada à titre d'immigrantes reçues plutôt que de travailleuses migrantes.

Le conférencier invité au banquet du samedi était Mme Jean Augustine, ancienne immigrante originaire des Antilles, maintenant sous-principal d'une école élémentaire de la région métropolitaine de Toronto, à North York.

Mme Augustine a décrit en termes saisissants les difficultés qu'une mère immigrante récemment arrivée a eues pour établir un contact avec un responsable peu réceptif. Elle en a profité pour rappeler à l'auditoire que les mères immigrantes ne retournent pas à l'école de leurs enfants si, lors de leur première visite, elles ne sont pas entrées en communication d'une façon ou d'une autre avec les responsables scolaires.

A la seconde séance plénière, tenue le dimanche 22 mars, on a discuté de résolutions déposées au cours des huit ateliers et adopté une résolution additionnelle portant sur la création d'un comité de suivi qui devra rencontrer des représentants du Secrétariat d'Etat en novembre 1981 pour voir où en est ce dernier dans la mise en oeuvre des recommandations formulées à la conférence. On a adopté aussi une recommandation prônant la tenue d'une nouvelle conférence au printemps de 1982, conférence qui serait financée par le gouvernement fédéral et à laquelle participent un grand nombre d'immigrantes "de la base".

Mme Arnopoulos décréta la clôture de la conférence le dimanche 22 mars vers midi.

Pour de plus amples renseignements au sujet de la réunion, prière de s'adresser au Ministère du multiculturalisme.